



Convention n°1

Sydetom66 / Communauté de Communes des ASPRES

Partenariat d'exploitation d'une micro-plateforme de co-compostage des biodéchets

ENTRE

Le Sydetom66 dont le siège est situé 3 boulevard de Clairfont, Bât I, 66 350 Toulouges, représenté par son Président en exercice, monsieur Bruno Valiente

Désignée ci-après « **Sydetom66** »

D'une part et,

La Communauté de Communes des Aspres dont le siège est situé Immeuble Christian Bourquin, 2 allée Hector Capdellayre, 66300 Thuir, représenté par son Président, monsieur René OLIVE

Désignée ci-après « **Communauté de Communes** »

D'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

L'article L. 541-21-1 du code de l'environnement, issu de la loi relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire (dite loi AGEC) du 10 février 2020 stipule :

“Au plus tard le 31 décembre 2023, l'obligation de tri à la source, collecte sélective et valorisation des biodéchets s'applique à tous les producteurs ou détenteurs de biodéchets, y compris aux collectivités territoriales dans le cadre du service public de gestion des déchets et aux établissements privés et publics qui génèrent des biodéchets ».

Anticipant la réglementation, le Sydetom66 a élaboré un schéma départemental de tri à la source des biodéchets permettant d'identifier les gisements par EPCI et de sensibiliser les collectivités aux évolutions réglementaires concernant cette fraction des ordures ménagères et notamment leur obligation de trouver des solutions techniques de collecte séparée des biodéchets dans une perspective de valorisation de proximité (responsabilité du Sydetom66) à l'échéance du 1er janvier 2024.

A moyen terme, les volumes de biodéchets vont augmenter et le Sydetom66 doit définir une ou plusieurs options de traitement dédiées qui devront garantir un retour à la terre de ces déchets à haute valeur en matière organique, limiter les transports pour éviter de déplacer des masses de déchets d'un bout à l'autre du département et présenter des bilans carbone et économique favorables.

Aussi, le Sydetom66 souhaite mettre en avant une solution de traitement pour des gisements de petites tailles et dont la logique serait locale afin que les coûts logistiques ne viennent pas grever l'équilibre général de gestion de ces déchets.

En ce sens, le Sydetom66 propose d'ouvrir localement, à Thuir, une micro-plateforme de co-compostage (mélange de biodéchets et déchets végétaux). Il s'agit d'un petit site de valorisation de biodéchets triés à la source qui produit un compost de qualité garantissant un retour au sol des matières organiques. Il fonctionne en andains et peut accueillir 50 à 200 t. par an de restes alimentaires. S'appuyant sur des aménagements et des équipement simples et rustiques, ce site a valeur de test et pourra essaimer en fonction du déploiement de la collecte séparative sur les territoires des différents EPCI.

Le Sydetom66 exploitant la plateforme de broyage de déchets végétaux à Thuir et disposant d'une surface foncière à proximité immédiate, cette micro-plateforme bénéficie d'une mutualisation du gardiennage et des équipements et surtout du co-produit (les déchets végétaux) indispensable au process de compostage.

Le projet s'appuie sur des partenariats avec deux gros producteurs qui se sont portés volontaires : le Centre Hospitalier Spécialisé et la Communauté de Communes des Aspres au travers de deux sites producteur : la cantine scolaire de l'école Maurette et la cantine du bâtiment multifonctions de Thuir.

En conséquence de quoi, il a été établi la présente convention.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de fixer les modalités pratiques et financières concernant la phase test d'une micro-plateforme de co-compostage de biodéchets et de déchets végétaux entre le Sydetom66 et la Communauté de Communes.

ARTICLE 2 : OBLIGATIONS A LA CHARGE DU Sydetom66

- Mettre à disposition une zone de **1 200 m²** stabilisée et clôturée pour la réception des biodéchets préalablement séparés, puis le développement d'un process de co-compostage se matérialisant par la mise en place d'andains et permettant la circulation des véhicules et engins à l'adresse suivante : Route de Castelnou – 66300 Thuir.
- Entretien au quotidien le site.
- Assurer la surveillance et la protection du site.
- Fournir les déchets végétaux broyés dans les quantités nécessaires et dans le calendrier adapté au bon fonctionnement de la plateforme expérimentale.
- Réaliser les opérations nécessaires à un bon process de compostage et à son suivi (retournements, arrosages, relevés des températures ...).
- Peser, enregistrer et mélanger les biodéchets avec des déchets végétaux, puis mettre en andain selon la procédure (annexe 2). La prestation pourra être réalisée en régie et/ou confiée à un prestataire.
- Réaliser les analyses normatives qui garantissent la qualité du compost produit.
- Assurer la récupération de la totalité du compost produit et en garantir une valorisation agronomique conforme réglementairement.
- Assurer la récupération de la totalité des éventuels refus et en assurer un traitement conforme réglementairement.
- Assurer l'entretien des infrastructures et matériels nécessaires au bon fonctionnement de la micro-plateforme.
- Fournir l'ensemble des consommables (eau, gazole, huile, pièces...) nécessaires à la bonne réalisation des opérations.
- Mettre en place la lutte anti-nuisibles si celle-ci est nécessaire.
- Fournir annuellement un rapport technique et statistique à La Communauté de Communes accompagné d'une attestation annuelle.
- Réaliser les opérations dans le cadre du protocole de sécurité établi en relation avec la Communauté de Communes (annexe 1).
- Détecter les dysfonctionnements et signaler toute non-conformité à la Communauté de Communes.

ARTICLE 3 : OBLIGATIONS A LA CHARGE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

- Mettre en place les équipements, la communication et l'organisation nécessaires au tri et à la collecte séparative des biodéchets au sein de ses deux établissements, le cas échéant par phase et/ou par « périmètre géographique » évolutif.
- Collecter au sein de ses établissements désignés les biodéchets et les apporter à la plateforme.
- Contrôler la qualité des biodéchets collectés dans le respect du cahier des charges présent en annexe.
- Réaliser les opérations dans le cadre du protocole de sécurité établi en relation avec le Sydetom66.
- Détecter les dysfonctionnements et signaler toute non-conformité au Sydetom66.

ARTICLE 4 : FLUX FINANCIER

Cette organisation expérimentale et locale de gestion des biodéchets contribue à la politique environnementale de la Communauté de Communes et du Sydetom66 et leur apporte une solution réglementaire.

Pendant la durée de l'expérimentation, c'est-à-dire jusqu'au 31 décembre 2023, le traitement des biodéchets accueillis sur site sera gratuit. Aucune facturation ne sera émise. Le projet présente donc une économie brute pour la Communauté de Communes directement liée au volume de biodéchets détournés du flux Ordures Ménagères.

Au-delà de l'expérimentation, la convention sera considérée comme obsolète.

Si l'utilisation de la plateforme perdure au-delà du 31/ décembre 2023, une nouvelle convention sera alors établie, précisant notamment les conditions financières applicables.

ARTICLE 5 : VOLUMES ET AGREMENT SANITAIRE

Les apports de biodéchets de la Communauté de Communes débuteront par les volumes collectés à la cantine scolaire de l'Ecole MAURETTE et à la cantine du bâtiment multifonctions. Ceux-ci sont estimés à environ 20 tonnes par an. L'expérimentation sera susceptible de se déployer à d'autres restaurants scolaires de la Communauté de Communes ou d'autre entités productrices du territoire de la Communauté de Communes. Ces éléments sont prospectifs et demanderont à être actualisés en cours d'expérimentation.

Toutefois on notera que le modèle expérimental proposé par le Sydetom66 peut assurer l'accueil de 50 tonnes de biodéchets par an. L'enjeu de cette expérimentation est d'obtenir un agrément sanitaire qui permette d'élever le tonnage à 200 tonnes par an et ainsi de réduire les coûts d'exploitation. La présence de SPAN 3 (Sous-Produits Animaux de catégorie 3) dans un volume supérieur à 50 tonnes impose cet agrément délivré par la DDPP (Direction Départementale de la Protection des Populations).

Le dossier de demande d'agrément est basé sur la démarche HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) outil permettant d'identifier, évaluer et maîtriser les dangers biologiques, chimiques et physiques significatifs durant le procédé de compostage au regard de la sécurité de l'homme et des animaux. Les principaux critères ciblés par cet agrément sont :

- La maîtrise de l'hygiénisation par le contrôle de la température
- La non-contamination des matériels, hommes, environnement
- La marche en avant des matières entrantes sur le site

L'organisation doit garantir que le fonctionnement du site de traitement n'entraîne pas la dissémination de maladies.

L'objectif est de déposer une demande d'agrément sanitaire dans les 8 à 12 mois qui suivront le démarrage de la micro-plateforme et ainsi pouvoir changer d'échelle dès la deuxième année. Ce travail sera à réaliser en coordination avec la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer).

ARTICLE 6 : UTILISATION DU COMPOST

Le compost issu de la micro-plateforme fera l'objet d'analyses normatives (à charge du Sydetom66). La norme NFU 44-051 servira de référence. Elle qualifie les amendements organiques et permet leur utilisation en agriculture biologique.

La communauté de Communes pourra utiliser le compost issu de la micro-plateforme pour l'entretien de ses espaces verts dans la seule limite des stocks disponibles en assurant le transport. Si la Communauté de Communes n'utilise pas tout ou partie du stock de compost, c'est le Sydetom66 qui en assurera la gestion (évacuation et valorisation en milieu agricole ou horticole).

ARTICLE 7 : DUREE

La présente convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2023, date de l'échéance réglementaire. Elle pourra être dénoncée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, par lettre recommandée avec accusé de réception, après respect d'un préavis de 3 mois.

A l'issue une nouvelle convention sera établie, présentant un process consolidé et les conditions de facturation.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le Sydetom66 déclare être titulaire d'un contrat d'assurances couvrant les risques inhérents à son activité et garantissant, en outre, tous dommages pouvant résulter de l'exécution des prestations visées dans la présente convention.

La Communauté de Communes déclare être titulaire d'un contrat d'assurances couvrant les risques inhérents à son activité et garantissant, en outre, tous dommages pouvant résulter de l'exécution des prestations visées dans la présente convention.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection domicile en leurs adresses respectives.

ARTICLE 10 : LITIGES

En cas de différend, les parties s'engagent, au préalable, à rechercher un accord amiable. A défaut d'accord, tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention seront soumis au Tribunal Administratif de Montpellier situé 6 rue Pitot, 34 063 Montpellier Cedex 02.

PJ4

Envoyé en préfecture le 14/10/2022
Reçu en préfecture le 14/10/2022
Affiché le 17/10/2022
ID : 066-256601501-20221013-D2022_62-DE



Fait à Toulouges, en deux exemplaires, le

Pour la Communauté de Communes

Le Président

Monsieur René OLIVE

Pour le SYDETOM66

Le Président,

Monsieur Bruno Valiente

Annexes :

1 - Protocole de sécurité

2 - Procédure de mise en andains des biodéchets